

Le Burundi reconnaît pour la 1ère fois des "exécutions" extrajudiciaires par la police

@rib News, 24/04/2015 â€“ Source AFP Le procureur général du Burundi a reconnu vendredi pour la première fois que trois membres d'un groupe rebelle avaient été exécutés par la police début janvier après des affrontements dans le nord-ouest du pays. Le procureur, Valentin Bagorikunda, rendait vendredi les conclusions d'une enquête ordonnée après des accusations portées en février par Human Rights Watch (HRW).

Le groupe de défense des droits de l'Homme avait accusé l'armée et la police burundaise d'avoir "commis au moins 47 exécutions extra-judiciaires entre le 30 décembre 2014 et le 3 janvier 2015", après des affrontements entre les forces gouvernementales et un groupe rebelle qui s'était infiltré dans la province de Cibitoke, depuis la République démocratique du Congo (RDC) voisine. L'armée avait affirmé avoir mat  le groupe et tué une centaine de ses membres dans les combats. HRW reprochait aux forces de l'ordre d'avoir exécuté des personnes qui s'étaient rendues. "Tous les combattants arrêtés par l' arm e durant les combats ont été remis à la police, toutefois, on d ploire trois combats qui ont été exécutés par des éléments indélicats de la police", a affirmé vendredi M. Bagorikunda. "Ils ont été l  arm e à la police mais des policiers les ont exécutés lors de leur acheminement vers les enquêteurs", a-t-il insisté affirmant que "trois policiers ont été arrêtés et  crou s. C' st la première fois que la justice de ce pays d'Afrique des Grands Lacs reconnaît des exécutions extrajudiciaires. Le Burundi avait notamment réfuté des accusations portées en 2011 par l'ONU. Le Bureau des Nations unies dans le pays avait document  une soixantaine d'exécutions de militants d'opposition ou d'anciens rebelles, mais une commission d'enquête mise en place à l'époque avait conclu à de fausses allégations. Selon le procureur, lors des affrontements de janvier, 85 assaillants ont été tués et 15 capturés. L'armée burundaise a elle perdu 5 soldats, a-t-il ajouté. "Notre commission a travaillé en toute indépendance et a établi que l' arm e burundaise a fait son travail correctement, d  ailleurs tous les témoins (cités par HRW) se sont r tr dit ne pas reconnaître les propos qu' on lui avait attribués", a assuré M. Bagorikunda. Une ONG locale de défense des droits de l'Homme, l' Aprodeh, avait fait état de "pressions" exercées sur les témoins des exécutions extrajudiciaires, que le procureur a aussi ni . Les autorités burundaises n'ont jamais révélé l'été du groupe rebelle. "L'  poursuit pour déterminer les responsables de cette attaque, mais c' st une enquête complexe qui demande du temps", a poursuivi M. Bagorikunda.